

COOPÉRATION ALGÉRO-BRITANNIQUE

# Partenariat stratégique de lutte contre le terrorisme

**L'Algérie et la Grande-Bretagne ont convenu de renforcer leur coopération sécuritaire. C'est ce qui a été conclu hier à Alger, lors de la visite de Lord Richard Risby, envoyé spécial du Premier ministre britannique, chargé de la promotion des relations économiques avec l'Algérie.**

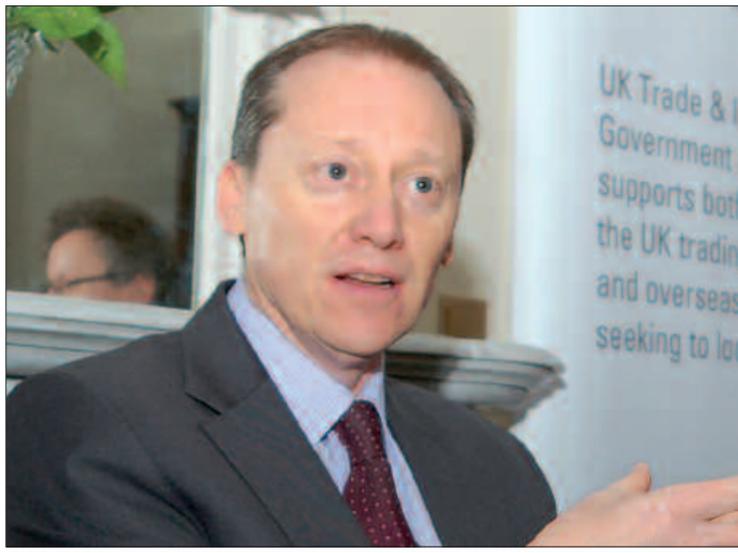
Les deux pays envisagent ainsi un partenariat stratégique dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. «David Cameron et le président Abdelaziz Bouteflika ont convenu fin janvier dernier au cours de la visite à Alger du Premier ministre britannique d'un nouveau partenariat sécuritaire entre les deux pays», a déclaré Martyn Roper, ambassadeur de Grande-Bretagne, cité par l'APS.

L'attentat perpétré en janvier dernier contre le site gazier de Tiguentourine a, selon lui, renforcé la conviction des deux pays de la nécessité de coopérer étroitement dans la lutte contre le terrorisme.

L'ambassadeur britannique a fait savoir que son pays souhaitait organiser les deuxièmes discussions initiées dans le cadre de ce dialogue après l'été 2013 après celles d'avril dernier à Londres.

Des rencontres qu'il qualifie d'importantes puisqu'elles permettent d'élaborer une analyse conjointe des menaces dans la région du Sahel et de définir les domaines pratiques de cette coopération, notamment dans la lutte contre le terrorisme.

M. Roper a également relevé la convergence des points de vue de l'Algérie et la Grande-Bretagne sur la lutte contre le terrorisme, notamment le non-paiement de rançons aux terroristes.



Martyn Roper, ambassadeur de Grande-Bretagne.

«Le Royaume-Uni et l'Algérie partagent la même vision sur la

question de non-paiement de rançons. C'est un sujet sur lequel nous coopérons étroitement au niveau international», a-t-il enco-

re affirmé, indiquant que cette question sera abordée lors du prochain sommet du G8, prévu juin prochain à Londres.

En matière sécuritaire, l'Algérie reste «un pays stable et sécurisé», a affirmé de son côté Lord Richard Risby. Il a en outre, nié que la Grande-Bretagne ait changé de vision sur l'Algérie après l'attentat de Tiguentourine ayant coûté la vie à cinq employés du groupe britannique BP. «Ce n'est pas un acte isolé qui va changer notre vision de l'Algérie, les opportunités d'affaires pour les Britanniques restent intéressantes en Algérie», a-t-il dit. Et d'ajouter : «Tous les pays ont vécu des actes terroristes, y compris les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Le terrorisme n'est pas propre à l'Algérie.»

Rym N./APS

DJAHID YOUNSI PLAIDE POUR UN RÉGIME PARLEMENTAIRE

## «La maladie du président a paralysé le pays»

**Un pays en stand-by, des institutions paralysées et un attentisme généralisé. C'est le tableau que dresse le président du mouvement El Islah. Le régime présidentiel a été mis à nu, estime Djahid Younsi, avec l'annonce de la maladie du président. Il plaide pour un régime parlementaire.**

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le constat du mouvement El Islah est sans appel : le pays passe par une période de léthargie depuis l'hospitalisation du président de la République. En cause ? Un régime présidentiel qui a concentré les pouvoirs entre les mains d'un seul homme et réduit les prérogatives des institutions à tel point qu'il a suffi que le président soit souffrant pour que l'ensemble de la machine se grippe. Pour Djahid Younsi, cette situation



Djahid Younsi outré.

de dépendance vis-à-vis d'une personne à la manière de Louis XIV a fragilisé le pays et permis une surenchère et des pressions. Comment expliquer sinon, dira le premier responsable d'El Islah, que l'espace aérien algérien soit alors ouvert aux avions français puis aux drones américains et qu'un bureau du FBI ait été autorisé à s'installer en Algérie ? N'était-ce cette fragilité du pays, rien de

tout cela n'aurait pu arriver, affirme-t-il puisque, considère Younsi, c'est la solidité du front interne et la répartition des prérogatives qui peuvent mettre à l'abri des pressions de tous genres.

Pour le président d'El Islah, le régime présidentiel a montré ses limites car il ne peut conduire dans des pays comme les nôtres qu'à l'émergence d'une dictature en l'absence d'un contre-pouvoir.

Revenant sur la gestion de la communication autour de la maladie de Bouteflika, Younsi dénoncera le black-out qui a inévitablement ouvert la voie aux supputations et autres manipulations. Outré, Djahid Younsi a qualifié de grave le fait qu'un président signe des décrets alors qu'il se trouve à l'étranger et de surcroît dans un hôpital militaire. Seule issue de crise pour El Islah, l'organisation d'une conférence nationale de dialogue au moment où les supputations autour de la révision de la Constitution vont bon train. Pour Younsi, il ne serait pas concevable qu'un président soit élu sur la base de prérogatives inscrites clairement dans une Constitution et qu'il se taille, une fois élu, une Constitution sur mesure.

Le parti présentera-t-il un candidat aux prochaines élections ? Aucune décision n'a encore été arrêtée pour le moment. Le parti semble également subir de plein fouet le statu quo ambiant...

N. I.

## SANTÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Le SG de l'ANR dénonce «la vile exploitation»

**La santé du président de la République fait l'objet d'une «vile exploitation». C'est ce que déplore le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), stipendiant des «visées électoralistes étroites».**

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hôte hier au siège de son parti d'une cérémonie de solidarité avec le peuple sahraoui, Belkacem Sahli a dénoncé l'exploitation «cruelle et dangereuse» par certains «cercles politiques» de la maladie du chef de l'Etat. Mais aussi la propension d'aucuns à contester la crédibilité des institutions de la République et à mettre en péril

la stabilité nationale, dénonce Belkacem Sahli, appelant ces cercles à attendre le moment électoral idoine (avril 2014) pour exprimer leurs choix. Et ce, dans le contexte où l'Algérie est, affirme le dirigeant de l'ANR et également secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale établie à l'étranger, confrontée à «l'aggravation des périls internes et externes» et en quête d'une cohésion interne affirmée. Pour autant, l'Algérie continuera de soutenir le combat du peuple sahraoui pour l'exercice de son droit à l'autodétermination, dans le respect des résolutions internationales et des droits de l'homme, affirmait, hier, le secrétaire général de l'ANR en présence de l'ambassadeur de la

République arabe sahraouie démocratique (RASD), Ibrahim Ghali, et ce, à l'occasion de la célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire de la création du Front populaire pour la libération de la Sakia hamra et Rio Del Oro (Polisario) et du 40<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte armée du peuple sahraoui. Une lutte, une résistance et une quête de souveraineté qui se poursuivront résolument, affirmera, de son côté, l'ambassadeur sahraoui, rendant hommage à la position ferme et solidaire de l'Algérie et appelant à davantage de proactivité des instances internationales (décolonisation, protection des droits de l'homme...).

C. B.

## ABDALLAH DJABALLAH DEPUIS ORAN : «Qu'ils filment le président et le montrent au peuple !»

En visite de travail hier samedi à Oran, le président du parti El Adala, Abdallah Djaballah, est revenu longuement sur le sujet de la Constitution qu'il considère comme étant la plus médiocre.

«En Algérie, nous avons un super président, c'est lui qui détient tous les pouvoirs décisionnels, il n'y a pas de respect des droits et libertés, et la notion de nationalisme n'est pas préservée.»

Abordant l'inévitable question de la maladie du président de la République, l'intervenant considère que la communication sur le sujet a été menée avec un total mépris envers le peuple.

«Ceux qui dirigent le pays n'ont pas été élus de manière transparente, dès lors, ils n'estiment pas devoir la vérité et de la considération à un peuple qui ne les a pas élus», a-t-on expliqué. Mais pourquoi donc quand un homme d'Etat, le Premier ministre en l'occurrence, est allé jusqu'à se demander pourquoi on ne le croit pas lui lorsqu'il rassure sur la maladie du président ? Il y a forcément un doute. Abdallah Djaballah aura cette réponse : «C'est parce qu'ils ont trop menti au peuple, et comme dirait un proverbe arabe : «Celui qui te ment une fois te mentira mille fois». Qu'est-ce qui les empêche de prendre une équipe de télévision et de filmer le président et de le montrer au peuple ? Qu'est-ce qui les empêche de faire cela et mettre un terme au doute ? C'est pour cela que le peuple ne les croit pas !», a-t-il conclu.

Amel Bentolba